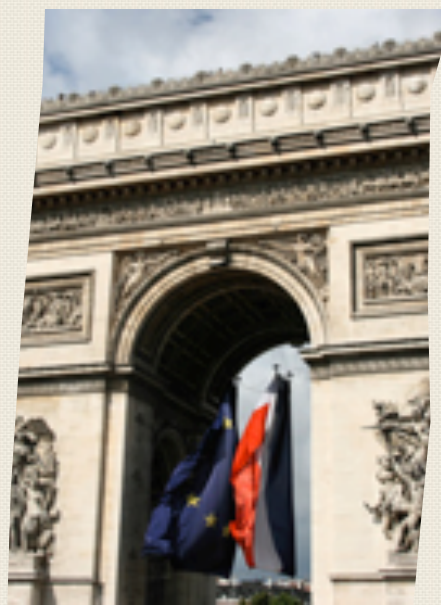


LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 7 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) Il n'avale pas la pilule !
- 2) Sondage...
- 3) Montebourg en colère
- 4) Les proches du président...
- 5) Il quitte aussi le navire
- 6) Les droites en guerre
- 7) 400 élus FN...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Valls veut « empêcher un second tour Fillon/Le Pen » et critique la stratégie de Hamon





Par François Vignal

Benoît Hamon se retrouve mis en cause dans son propre camp. Devant ses soutiens, Manuel Valls a critiqué la stratégie du candidat PS. Il appelle à « se préparer à la recomposition de la gauche et de la scène politique » et à « se demander quel est le meilleur candidat à gauche pour être au second tour et battre Le Pen ».



Philippe Doucet @pdoucet
Réunis autour de @manuelvalls ce soir à l'Assemblée Nationale

Démonstration de force mardi soir de Manuel Valls et ses soutiens. Alors que les parlementaires PS invités par Hamon prenaient un pot à son QG, après une réunion du Conseil parlementaire de la campagne (voir notre article), les nouveaux frondeurs du PS se rassemblaient à l'Assemblée nationale.

De retour de vacances, Manuel Valls était entouré du président de l'Assemblée, Claude Bartolone, du président du groupe PS du Sénat, Didier Guillaume, des ministres et secrétaire d'Etat Laurence Rossignol, Emmanuelle Cosse, Jean-Vincent Placé, Patrick Kanner, Juliette Meadel, ou encore de Silvia Pinel, Carole Delga. Sans compter plusieurs parlementaires et responsables locaux socialistes.

Sur tweeter, un élu local et le député Philippe Doucet ont diffusé une photo. On voit une salle bondée. Un participant évoque 300 personnes. Chiffre qui semble exagéré, mais il y avait clairement du monde pour écouter Manuel Valls.



Thibault Delahaye @tdelahaye
Salle bondée, échanges nourris et ambiance chaleureuse à la réunion autour de @manuelvalls à l'Assemblée nationale. #manuelvalls

« Tout ce qui est fait depuis la primaire aboutit à poser un problème stratégique »

Après les attaques des réformateurs du PS, à l'image de Jean-Marie Le Guen qui ne donnera pas son parrainage à Benoît Hamon, la parole de Manuel Valls était attendue. Elle ne calmera pas la fronde qui complique la vie du candidat PS. Comme à ses amis, la campagne de Benoît Hamon pose problème à Manuel Valls.

« J'ai dit ce que j'avais à dire au soir de la primaire sur les règles du jeu. Je n'y reviens pas mais je ne vous cache pas mon inquiétude, surtout après l'accord entre EELV et Benoît Hamon » a affirmé Manuel Valls, selon des propos rapportés à publicsenat.fr par un participant. Il a notamment pointé du doigt les propos du candidat sur la dette. « Tout ce qui est fait depuis la primaire aboutit à poser un problème stratégique » a encore dit l'ex-premier ministre, rejoignant l'analyse de Jean-Marie Le Guen.

« Des dépassements après la présidentielle »

Faisant le constat d'une gauche fragmentée, Manuel Valls pense à la suite. « Il faut se préparer à cette recomposition de la gauche et de la scène politique, sortir des schémas établis, quelle que soit l'issue de la présidentielle » a-t-il affirmé toujours selon un participant. Celui qui avait théorisé pendant le quinquennat l'idée d'une « maison commune des progressistes » continue à défendre l'idée. Sauf que son rêve semble se réaliser en la personne... d'Emmanuel Macron.

Manuel Valls regrette qu'aucun candidat ne prenne en compte la menace du FN. Partant du constat que la victoire du prochain Président se

fera certainement face à l'extrême droite, Manuel Valls en arrive à la conclusion que cette situation « conduira forcément à un ou des dépassements après la présidentielle » résume un député, même si on n'en connaît pas encore les formes. Maison commune, encore une fois.

« Je pèse mes mots car je sais quelle interprétation peut être faite de mes mots »

Mais qui pour incarner ce dépassement ? Suivez mon regard... La présence de Marine Le Pen au second tour semblant difficilement évitable insiste Manuel Valls, « il faut empêcher un second tour Fillon/Le Pen ». « Et je pèse mes mots car je sais quelle interprétation peut être faite de mes mots » a précisé Manuel Valls selon ce soutien du premier ministre...

Dans ces conditions, il faut « se demander quel est le meilleur candidat à gauche pour être au second tour et battre Le Pen » rapporte ce député. « Pour l'essentiel, ce sont les électeurs qui répondront à cette question », précise Manuel Valls, qui pour sa part dénonce la campagne de Hamon...

Porte ouverte à un éventuel ralliement à Emmanuel Macron

Devant ses troupes, l'ex-premier ministre ouvre de manière à peine voilée la porte à un éventuel ralliement à Emmanuel Macron dans le but de faire barrage au FN. Sur le fond, l'ancien ministre de l'Economie est le plus proche de l'ex-locataire de Matignon sur le plan économique et idéologique. Mais les propos de Manuel Valls n'en sont pas moins étonnants. Emmanuel Macron est son meilleur ennemi politique. Le leader d'« En marche ! » a réussi en quelques mois à préempter une partie du créneau politique que voulait occuper pour la suite Manuel Valls.

« Mon rôle est de poser des exigences, des questions sur l'avenir de cette gauche réformatrice. Et elles s'adressent à tous, à Benoît Hamon comme à Emmanuel Macron » souligne encore Manuel Valls. Tout en disant « comprendre tous les positionnements », sachant que « parmi vous certains ont choisi Emmanuel Macron et d'autres restent fidèles à Benoît Hamon », il n'aimerait pas voir ses troupes se disperser. « Je vous invite à rester ensemble et à faire en sorte que le réformatrice, que j'ai porté avec vous, puisse continuer à être incarné » a lancé Manuel Valls. Ensemble, mais certainement pas tous derrière Hamon. A moins que les néo-frondeurs du PS, qui demandent un recentrage de la campagne, soient

entendus d'ici là.



LAPRESSEENREVUE.EU

II) Sondage : Benoît Hamon en forte hausse, François Fillon s'effrite



Benoît Hamon progresse notamment auprès des sympathisants de

Avec 33% de bonnes opinions, Benoît Hamon se rapproche d'Emmanuel Macron, en légère baisse à 38%.

La cote de Benoît Hamon bondit de 14 points après sa victoire au second tour de la primaire organisée par le Parti socialiste, selon un sondage Kantar Sofres diffusé jeudi. Avec 33% de bonnes opinions, Benoît Hamon se rapproche d'Emmanuel Macron, en légère baisse à 38% (-1). Jean-Luc Mélenchon, crédité de 33% (+1) également, complète le trio de tête.

Progression auprès des sympathisants de gauche. Benoît Hamon progresse notamment auprès des sympathisants de gauche dans leur ensemble, avec 55% des personnes interrogées qui souhaitent lui voir jouer "un rôle important" (+22), et des proches du PS (62%, +32) en particulier, selon cette enquête pour Le Figaro magazine. *Le sondage a été réalisé avant et après le second tour de la primaire, le 29 janvier.*

François Fillon chute. À droite, Alain Juppé est stable avec 28% de bonnes opinions, devant François Fillon, empêtré dans les révélations sur les emplois présumés fictifs de sa femme, qui perd 4 points à 27%. Manuel Valls est crédité de 25% (-1), François Bayrou (+2) et Marine Le Pen (=) de 24%.



III) Ruggy-Pinel : Arnaud Montebourg ne cache pas sa colère



Arnaud Montebourg a des mots durs pour François de Ruggy et Sylvia Pinel. (Reuters)

L'ancien candidat à la primaire de la gauche ne décolère pas contre François de Ruggy et Sylvia Pinel. En privé, Arnaud Montebourg n'hésite pas à manier l'injure à l'endroit de l'écologiste "qui n'a pas le respect de la parole donnée".

"Ce type s'est engagé devant des millions de Français à soutenir le vainqueur de la primaire et il se barre chez Macron! Il se fout de nous!" L'ancien candidat à la primaire de la gauche a en effet annoncé qu'il soutenait l'ancien ministre de l'Economie, disant préférer la "cohérence à l'obéissance".

"Je ne vais pas mentir aux Français. Je ne me vois pas leur dire qu'après tout ce que j'ai dit dans la primaire, [...] ça y est je suis convaincu par le projet de Benoît Hamon alors que ce n'est pas vrai", s'est-il justifié, citant le revenu universel et le 49-3 citoyen comme deux points de profond désaccord.

"Ruggy et Pinel, ce sont nos encombrants!"

Quant aux radicaux de gauche, qui conditionnent leur soutien à Benoît Hamon à un accord programmatique, leur ex-candidate, Sylvia Pinel, subit elle aussi les foudres d'Arnaud Montebourg : "Elle nous a pris du temps de parole dans les médias. Moi, j'avais des choses à dire." Et de conclure : "Ruggy et Pinel? Ce sont nos encombrants!"

Jugeant que Benoît Hamon n'avait "pas créé les conditions à ce jour pour rassembler toute la gauche", le PRG a indiqué le 1er mars qu'il "reportait" son choix pour la présidentielle. Les radicaux de gauche se réuniront "sous 15 jours" pour trancher.

Rédaction - Le Journal du Dimanche

IV) Les hollandais se réunissent sur fond de tentation Macron

Par Sophie de Ravinel



Crédits photo : STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

Les proches du président se retrouvent ce lundi soir à 19h au cabinet du ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll.

«On s'achemine vers un soutien à Emmanuel Macron», croit savoir l'entourage d'un ministre hollandais. «Face à l'extrême droite et à la droite violente empêtrée dans les affaires, il n'est pas possible d'être au second tour. Or Benoît Hamon stagne trop bas dans les sondages», ajoute-t-il.

C'est le constat que pourrait tirer certains hollandais qui se réunissent ce lundi soir à partir de 19h au cabinet du ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll. «Même si le programme de Macron», nous pose quand même des problèmes, ajoute un autre.

Le ministre de l'Intérieur Bruno Le Roux, celle du Travail Myriam El Khomri, celui de la Ville Patrick Kanner, la secrétaire d'État au commerce Martine Pinville, le maire de Dijon François Rebsamen, le président du groupe PS à l'Assemblée Olivier Faure et d'autres sont des habitués de ces réunions hebdomadaires. Le ministre de la Défense Jean-Yves le Drian est, lui, en lien étroit et permanent avec Stéphane Le Foll.

Que va faire Le Drian?

À mesure que se rapproche l'échéance présidentielle, la tension monte chez ces soutiens du chef de l'État. Certains veulent pouvoir parrainer le candidat En Marche! et donc annoncer leur ralliement avant le 17 mars. Mais les avis divergent. «De toute façon, explique un des participants à la réunion, si Emmanuel Macron est au deuxième tour face à Marine Le Pen, le PS appellera à voter pour lui. Et le président, une fois élu aura besoin d'une majorité.

Il le sait et il l'a dit: aucun parti ne pourra gouverner seul. Il vaut donc mieux rester au PS sans sortir du bois et faire ensuite partie d'une alliance globale». D'autres, au contraire, veulent tourner la page et faire partie de la dynamique en cours. «Passer chez Macron, explique-t-on, c'est une remise en cause du PS, de la primaire, c'est aussi soutenir un candidat qui a pu irriter. Ce n'est donc pas un choix facile, mais c'est un choix de raison, de responsabilité».

Ce week-end dans le JDD, Patrick Kanner a ouvertement envisagé de soutenir l'ancien ministre de l'Économie, réclamant une «décision collective» de la part de ses camarades. La décision de Jean-Yves Le Drian pourrait peser lourd dans la balance.

«Son choix est d'une importance cruciale, explique un député PS. S'il bascule chez Macron, c'est toute la Bretagne qui bascule». Députée PS des Côte d'Armor, soutien d'Emmanuel Macron depuis le départ, Corinne Erhel espère «évidemment» que le ministre de la Défense rejoindra En Marche! Mais son avis est «personnel» souligne-t-elle. «Quand il a quelque chose à dire, c'est lui qui le dit, c'est sa manière de fonctionner et je la respecte», indique-t-elle.



Sophie de Ravinel

LE FIGARO · fr

V) Le député macroniste Castaner se met en congé du PS

Par Arthur Berdah



Christophe Castaner dans le studio du Figarole 30 janvier 2017.
Crédits photo: Sébastien Soriano/Le Figaro

INFO LE FIGARO/DOCUMENT - Dans un courrier adressé à Jean-Christophe Cambadélis, l'élu affirme qu'il va parrainer le leader d'En Marche!. Il répond ainsi aux menaces formulées vendredi par le patron de Solférino.

La réponse ne s'est pas fait attendre. Depuis que Jean-Christophe Cambadélis a sommé les élus qui parrainent Emmanuel Macron de «ne plus se réclamer» du Parti socialiste, les positions semblent «irréconciliables» à gauche. Ce lundi, le député-maire de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence) Christophe Castaner a donc décidé de réagir par un courrier adressé au patron de Solférino, révélé par Le Figaro. «Pour être cohérent avec mes choix, je t'annonce suspendre immédiatement mon appartenance au PS», y écrit-il.

«C'est une décision lourde pour moi. Mais, si j'ai

Mais, si j'ai pu me trouver, souvent, minoritaire au sein du parti, ce ne fut jamais pour voir celui-ci se tourner vers la gauche radicale, oubliant le réel au nom d'un faux idéal», assène-t-il encore, regrettant que le PS «se range derrière» Benoît Hamon, «qui fut le chef de file des frondeurs pendant 5 ans». «Aussi, je ne lui donnerai donc pas mon parrainage pour l'élection présidentielle», prévient-il, rappelant qu'il a «pour (sa) part» été «fidèle, tout le temps» et «fier, souvent» vis-à-vis de son parti.

«Je ne me résous pas, une nouvelle fois, au retrait ou à la disparition»

L'élu du Sud-Est appuie sa démonstration par une analyse très critique de la façon dont sa formation politique a récemment évolué. «Depuis plus de 30 ans que je suis militant au Parti socialiste, je vis quotidiennement nos forces, nos réussites mais aussi nos faiblesses. Depuis plus de 30 ans, je vis, hélas, nos échecs collectifs, notamment contre le chômage de masse ou les difficultés pour réussir l'intégration. Depuis plus de 30 ans, je vois notre Parti socialiste se replier sur lui-même et vieillir doucement», y énumère-t-il.

Il revient enfin sur ses «combats» municipaux et législatifs, remportés sous la bannière du PS... Mais aussi sur les différents revers qu'il a subis. «J'ai connu des échecs, notamment celui des élections régionales, mais j'ai toujours tenté de mener le mieux possible ce combat malgré quelques difficultés», assure-t-il (il avait été contraint de se retirer pour faire barrage au FN au second tour). «Je ne me résous pas, une nouvelle fois, au retrait comme seule ambition politique ou à la disparition dès le premier tour», conclut-il.



Arthur Berdah journaliste

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Présidentielle: quand Juppé prononce l'oraison funèbre de la droite Fillon

En actant qu'il lui était impossible de remplacer le candidat Fillon, Alain Juppé a dressé aussi l'acte de décès de la droite et Les Républicains. Le meilleur d'entre nous a enterré le pire d'entre eux.



La déclaration à la presse d'Alain Juppé ce lundi n'était pas seulement un adieu à la vie publique nationale.
AFP



Bruno Roger-Petit
Editorialiste invité

Le meilleur d'entre nous a enterré le pire d'entre eux. En quelques minutes ce lundi matin, Alain Juppé a prononcé l'oraison funèbre d'une droite défunte, que François Fillon assassine. La droite n'est plus la droite. Le surmoi gaulliste est effacé. Le règne de la Manif pour tous a commencé, et il a tué la droite.

Il n'est pas d'autre lecture à faire de la crépusculaire déclaration d'Alain Juppé. Ce n'était pas seulement un adieu à la vie publique nationale, l'ultime acte de renoncement d'un homme à qui l'histoire aura toujours refusé un destin, c'était aussi et surtout l'adieu d'une certaine idée de la droite à la France.

D'abord le constat personnel: " Je n'ai pas l'intention de m'engager dans des tractations partisans ni des marchandages de poste. Je ne suis donc pas en mesure aujourd'hui de réaliser le nécessaire rassemblement autour d'un projet fédérateur ".

Enfin, le constat que le chemin pris par la droite n'est pas le sien: " Comme l'a montré la manifestation d'hier au Trocadéro, le noyau des militants et sympathisants LR s'est radicalisé ".

La droite d'après

Désormais, plus rien ne peut empêcher l'avènement de la droite d'après, dont la terrible candidature Fillon est une étape. La droite d'après, c'est la droite qui va rassembler, dans un grand élan conservateur tous les partisans de la fermeture française. Le grand repli identitaire est inévitable, sur fond d'hostilité stupide et apeurée à la mondialisation, l'Europe, le multiculturalisme et la société d'accommodation...

Les souverainistes et les populistes de tous bords vont désormais pouvoir s'assembler. Dans quelques mois, Laurent Wauquiez ne se trouvera plus de différences avec Marion Maréchal-Le Pen. Ainsi va s'écrire l'histoire de la droite d'après.

Ce qu'a annoncé Alain Juppé aujourd'hui, c'est l'avènement de la droite Finkielkraut, de la droite Zemmour, de la droite Buisson. C'est en cela que Fillon est le pire d'entre eux. La droite de demain aura le visage de la droite d'avant-hier.

Alain Juppé est l'homme d'un autre temps. Qui a su lire mieux que d'autres la réalité politique du moment. Qui n'est pas la sienne. Comment aurait-il pu s'imposer à un électorat qui ne veut pas de lui, et le lui avait fait savoir avec brutalité en novembre dernier? Les sondages trompeurs de ces deux derniers jours ne l'ont pas démenti. Sa position de recours était un leurre, une appréciation hors-sol. Un rêve de sondeurs en mal de sensation.

Qui pouvait sérieusement croire que l'électorat filloniste, désormais crispé sur l'identitaire et engagé dans une spirale infernale, était susceptible d'accepter la substitution ainsi proposée? La candidature Juppé, c'était un boulevard pour le Front national et Marine Le Pen. Une tragédie politique qu'il ne pouvait empêcher. Si l'on ajoute à cela la détermination de François Fillon, la décision de renoncement était inéluctable.

qui donne sens à cette maxime, ces derniers jours, c'est bien François Fillon. Alain Juppé n'a pas voulu entamer un genre de combat que, par nature autant que culture, il n'a jamais voulu mener. Le voici qui va prendre place dans la grande galerie de ceux qui auraient pu être président, mais n'ont jamais pu être seulement candidat. Delors, Rocard, Fabius...

Au fond, en ce lundi 6 mars 2017, il y avait quelque chose de Lionel Jospin en mode 21 avril 2002 dans le renoncement de Juppé. Un petit côté " Vous ne me méritez pas, donc, je m'en vais ". Le tout assorti de la leçon du sachant qui sait, mais qui n'est pas reconnu comme le sachant qui sait. Mais comment donc pouvez-vous passer à côté de mon génie politique? Comme Jospin, Juppé aurait voulu être désigné président, mais pas élu. Faire campagne, c'est salissant. Et fatigant.

Il entrait donc dans le discours de Juppé une part de lucidité, mêlée à une part de suffisance... On ne se refait pas. Mais l'essentiel demeure dans le message délivré. La droite court à sa perte, livrée à un candidat qui la mène là où François Mitterrand entendait la mener depuis toujours, entre les mâchoires d'un impitoyable étau, prise entre le Front national et la grande force progressiste qui paraît se dessiner, jour après jour, autour de la candidature Macron (elle-même en train de se substituer à un PS en phase de gauchisation mortifère avec Benoît Hamon).

Dans cette position, la droite dite encore républicaine risque d'exploser, victimes de ses contradictions internes, entre ceux qui, européens sociaux et libéraux, refuseront la construction de la droite d'après, la main tendue au FN, et ceux qui l'encourageront et franchiront le Rubicon sans état d'âme, au nom du souverainisme et des valeurs judéo-chrétiennes de la France.

Alain Juppé est en ce jour le Bossuet de la droite française. " La droite se meurt, la droite est morte ". Dont acte.

« Vous ne me méritez pas, donc, je m'en vais »



" On ne peut rien contre la volonté d'un homme " a dit un jour François Mitterrand. S'il en est un

VII) 400 élus FN ont déchiré leur carte et quitté le FN.

400 démissions sur 1500 élus

Par vilmauve Blog : Le blog de vilmauve

Le FN, on l'aime, puis on le quitte. En deux ans, 28% des élus municipaux du FN ont quitté le navire, déchiré leur carte du parti et renoncé à leur mandat. Ils racontent ce qui les a dégoûtés: clientélisme, népotisme, magouilles, mépris de la base et des électeurs, centralisation à outrance, amateurisme, nostalgiques du nazisme....



Il n'y a pas que chez Fillon, que l'hémorragie s'accélère, mais au FN également et dans le plus grand silence médiatique.

C'est un phénomène politique à lui tout seul et qui n'est pourtant pas beaucoup relayé : l'hémorragie de démissions des élus Front national depuis les municipales de 2014. Pourquoi le parti d'extrême droite, arrivé en tête aux deux dernières élections, voit-il ses élus claquer la porte par centaines ?

Après avoir remporté plusieurs municipalités lors des municipales de 2014. Marine Le Pen est d'ailleurs déclarée comme "déjà qualifiée" pour le deuxième tour de la présidentielle par les sondeurs et les analystes. Une sorte de plébiscite annoncé. **Ce qui n'est par contre pas mis particulièrement en lumière, ce sont les revers internes du FN, peu communs dans le paysage politique français.**

Le chiffre est impressionnant, puisqu'il représente 28% des élus FN. En deux ans, le parti d'extrême droite a donc vu 400 de ses élus envoyer leur mandat aux orties et quitter le parti. Quelque chose semble ne pas fonctionner correctement au sein du Front national, entre les annonces pré-électorales de campagne, puis la réalité du terrain et la pratique du pouvoir.

Aurélien Colly, journaliste à France Inter a enquêté et interrogé quelques uns des démissionnaires au sein de municipalités, et tenté de comprendre le pourquoi de cette hémorragie d'élus. A Cogolin, dans la baie de Saint-Tropez, dix membres de l'équipe du maire FN, Marc Etienne Lansade, ont quitté le navire. Encore deux qui démissionnent, et il faut organiser un nouveau scrutin...

Le militant local, Anthony Guiraut, qui a fait venir le candidat Lansade devenu maire de Cogolin, ne décolère pas, et explique : " (...) pas un seul conseil municipal sans un projet immobilier, sans projet de vente, parce que Mr Lansade est en train de dilapider le peu de biens communaux que Cogolin possède. Des conseils municipaux où nous ne sommes pas préparés, il n'y pas de réunions préparatoires. Tout est ficelé d'avance, il faut voter pour. Tout le monde doit dire amen". Anthony Guiraut a quitté l'équipe municipale l'année dernière.

Autoritarisme, clientélisme, les accusations à l'encontre de Marc Etienne Lansade ne sont pas isolées et reviennent dans d'autres municipalités où des démissions s'enchaînent. C'est le cas de Marseille, dans le 7ème secteur (composé des 13e et 14e arrondissements, le plus peuplé de la ville avec environ 150.000 habitants), dont le maire, Stéphane Ravier, est surnommé "le dictateur nord-phocéen" : dossiers et validations de vote imposés aux membres, taux de réalisation au plus bas et contrôle total du maire sur... tout et tous.

Romain Tardieu, diplômé de Sciences-Po, raconte la confection des listes électorales "sur un coin de table de cuisine", parfois "contre la volonté" de certaines personnes, des "tripatouillages des chiffres d'adhésion", l'"absence de propositions", et la découverte — plutôt angoissante — de nostalgiques du nazisme.

Du côté du FN, on ne nie pas ces départs mais on les minimise. Il révèle surtout la fébrilité de l'ancrage local dont le FN a fait sa priorité.

28% des élus du FN ont déchiré leur carte et renoncé à leur mandat © Jack Brte

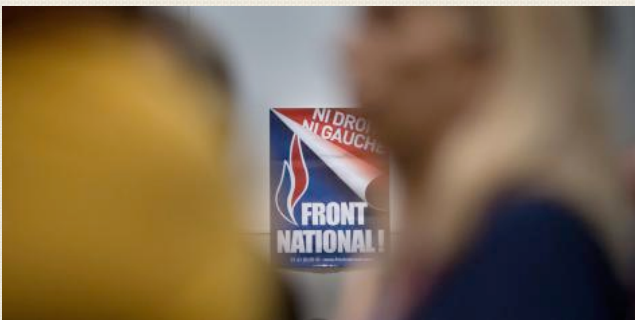
<https://vimeo.com/206544980>

mediapart.fr

MAIS AUSSI :

**FN : d'hier à aujourd'hui,
même propagande**

Grégory marin et laurence mauriaucourt humanite.fr



Ce qui est intéressant dans ce slogan, c'est d'une part sa genèse, la volonté affirmée au début des années 1990 par son concepteur Samuel Maréchal d'en finir avec le duel droite-gauche classique ; de l'autre ce qu'il est devenu aujourd'hui. Marine Le Pen et le FN se déclarent « et de droite et de gauche ». Photo :AFP

Entretien avec Valérie Igounet, historienne, spécialiste du négationnisme et de l'extrême droite en France, à propos de la sortie de son livre Les Français d'abord - slogans et viralité du discours Front national (1972-2017) suivi du décryptage d'affiches du FN d'hier et d'aujourd'hui.

Pourquoi avoir choisi Les Français d'abord, un vieux slogan du Front national, comme titre ? C'est une provocation ?

Valérie Igounet. On s'est dit avec Inculte (la maison d'édition, ndlr) que c'était un beau titre. On ne voulait pas l'appeler Histoire des slogans. Ce n'est pas de la provoc '. C'est un des slogans

Ce n'est pas de la provoc '. C'est un des slogans phare du FN en effet, on le reprend parce qu'il explique beaucoup de choses par rapport au positionnement de ce parti – le nationalisme, la xénophobie, etc. C'est pour montrer cette réalité.

Vous vous intéressez à la viralité des slogans (c'est le sous-titre du livre, « slogans et viralité du discours Front national (1972-2017) ») en mettant en parallèle les mots de « l'ancien FN » et du « nouveau ». D'ordinaire, les historiens se méfient de la mise en parallèle.

Valérie Igounet. Ce qui ne fonctionne pas, c'est de dire : « le FN est un parti nazi ». Ce parallèle est inopérant, et pas juste historiquement. En revanche, étudier cette dizaine de slogans, qui ont pris corps pour la plupart à la naissance du parti, c'est aborder une histoire du FN autrement. Montrer que Marine Le Pen prétend conduire un nouveau FN, mais que si cette rhétorique a évolué, elle traite des mêmes fondamentaux. Ici, le parallèle existe : nationalisme, xénophobie, lutte contre l'IVG... Il y a une continuité sur le fond, mais évidemment une évolution contextuelle à retracer.

Le FN montre une certaine défiance envers les observateurs, journalistes ou chercheurs. Comment avez-vous obtenu les documents que vous présentez dans le livre ?

Valérie Igounet. Je travaille sur deux thématiques : le négationnisme et le Front national, depuis vingt ans. C'est assez neutre puisque nous, historiens, nous nous appuyons sur des archives, des sources internes et aussi des entretiens. Quand on est historien, on n'a pas de parti pris, même si chacun sait pourquoi il a choisi tel ou tel sujet de recherche... C'est important de travailler sur ce parti de façon rigoureuse, avec une multitude de documents, notamment internes.

Les documents, j'en ai accumulés en vingt ans. Par certains anciens cadres du parti qui trouvent mon travail rigoureux. Par un travail de terrain, et par le biais d'autres formations politiques. Et puis, il y a les sources orales. Elles sont, selon moi, essentielles. La majorité des entretiens provient d'hommes et de femmes ayant appartenu au FN et de cadres actuels du parti de Marine Le Pen. Bien entendu, les personnes savent à qui elles ont affaire. Mais j'ai toujours la même méthode : j'enregistre l'entretien et je fais valider les propos par leurs auteurs, parce que je considère que la source orale, bien qu'indispensable, est volatile.

Est-ce qu'il est plus facile aujourd'hui avec un parti qui s'est professionnalisé et verrouille un peu plus sa communication ?

Valérie Igounet. Pour mon avant-dernier livre (Le Front national, de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées), je n'ai pas eu de problème d'accès aux personnes, à part Marine Le Pen qui a refusé de me rencontrer. Que ce soient les cadres ou les élus, ou encore Jean-Marie Le Pen, ils m'accordent des entretiens et je retourne les propos sélectionnés avant publication comme je vous l'ai dit précédemment. M'intéressant à la formation politique des élus FN, Louis Aliot m'a laissé assister à des sessions de formation au siège du FN.

Entretien réalisé par Grégory Marin

Les Français d'abord : slogans et viralité du discours Front National (1972-2017) de Valérie Igounet. Edition Inculte. 19.90€.

l'Humanité.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

A Suivre...
La Presse en Revue